



Manifestation ouvrière à Bagdad. Au centre, Falah Alwan, secrétaire général de la FCOSI.



Militants et militantes du Syndicat des chômeurs, fédéré à la FCOSI, face à l'armée américaine

Résistance sociale : la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak

A l'occasion de son meeting à Paris le 26 novembre, notre camarade Madjid Picat a interviewé Amjad Al Jawhari, syndicaliste du textile, en exil au Canada sous le régime de Saddam Hussein.

En Irak, y a-t-il des résistances sociales ?

Amjad Al Jawhari - Bien sûr, elles ont démarré dès la chute du régime. Avec des luttes pour expulser l'ancien encadrement baasiste, recyclé par les forces d'occupation. De nombreuses luttes ont également eu lieu dans les secteurs de l'électricité ou des industries mécaniques, visant à l'amélioration des conditions de travail et des salaires, vu que plus aucune règle sociale n'est appliquée.

D'un autre côté, des travailleurs ont organisé des groupes d'autodéfense armés pour expulser les gangs de Moqtada Al Sadr, se servant de leurs lieux de travail comme base de leurs actions, à Nassyria par exemple. Nous avons renouvelé cette expérience avec succès dans deux quartiers de Bagdad.

C'est d'ailleurs l'une des clés pour faire face à la situation : l'organisation des populations pour interdire l'entrée des milices et forces occupantes dans les villes. Autre lutte significative, celle des chômeurs. Nous avons organisé des dizaines de manifestations, certaines réprimées par les forces d'occupation. Nous imposons des embauches et prenons à charge une aide humanitaire à destination des populations déplacées et sans abri.

Peux-tu nous présenter votre organisation ?

Amjad Al Jawhari - La Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak a été fondée en décembre 2003. Elle fédère des syndicats et des conseils ouvriers sur la base de l'autoorganisation. Nous nous appuyons sur quelque 500 délégués élus par leurs syndicats et conseils, implantés dans nombre de secteurs professionnels. Nous sommes bien implantés dans le Sud du pays, où nous comptons environ

10 000 membres et où nous continuons à nous développer. Nous venons d'ailleurs d'organiser ces jours-ci une conférence regroupant des dizaines de syndicats et conseils de la région de Bassora représentant les secteurs de l'énergie, du pétrole et du transport maritime principalement et c'est une femme, Kifah Hasn, qui vient d'être élue porte-parole.

C'est un pas important dans la structuration, la progression de notre force et la défense des droits des travailleurs. Nous nous heurtons évidemment aux forces d'occupation et à leur gouvernement fantoche, qui cherchent à nous faire taire. Ils ne veulent reconnaître, par exemple, qu'une seule fédération syndicale à leur botte et interdire toute autre expression. Du syndicalisme à la farce électorale de janvier prochain, ceci s'inscrit dans une volonté globale d'interdire toute liberté d'expression et d'organisation et de réduire le champ politique aux seules milices religieuses et tribales soutenant l'occupation et le gouvernement provisoire.

Justement, quelle alternative construire face à l'occupation et aux milices ?

Amjad Al Jawhari - Notre objectif est de regrouper les travailleurs pour défendre leurs droits, quelle que soit leur origine religieuse et ethnique. Nous voulons construire et réaliser leur unité en nous inscrivant, aux côtés de nos camarades luttant pour la liberté des femmes notamment, dans une perspective plus globale, celle d'une alternative progressiste, laïque et sociale à l'occupation américaine et à l'oppression islamiste.

Face à cette guerre menée contre la population par ses deux fronts, tous deux sont un poison mortel pour les travailleurs et le peuple irakien, nous devons construire et renforcer ce troisième front, social et démocratique, le seul à même de ramener la liberté pour toutes les femmes et hommes en Irak. La seule résistance victorieuse sera sociale.

Dix huit mois de luttes sociales en Irak

Depuis dix-huit mois, l'Irak est occupé. Les médias ne nous parlent que d'attentats et d'assassinats, mais les luttes sociales ont été particulièrement vigoureuses., comme en témoigne cette chronologie.



L'armée américaine face à un sit-in du Syndicat des chômeurs, en juillet 2003.

Juillet 2003 : L'armée américaine emploie les baïonnettes pour disperser une manifestation de chômeurs.

Août 2003 : Le Syndicat des chômeurs organise un sit-in de quarante-cinq jours devant le bureau de Paul Bremer, représentant de l'administration américaine. Qasim Hadi, leader du syndicat, est arrêté à deux reprises.

Septembre 2003 : A Kirkuk, le conseil ouvrier de la Compagnie pétrolière du nord manifeste contre l'arrestation de l'un des membres, Muhammad Raadi Oraybi.

Novembre 2003 : A Bagdad, les travailleurs du coton vident le directeur de leur usine, un ancien responsable baasiste, et organisent eux-mêmes la vente des produits sous contrôle des délégués syndicaux qu'ils ont eux-mêmes élus.

Après onze jours de sit-in, le syndicat des chômeurs obtient des créations d'emplois par la municipalité de Kirkuk.

Décembre 2003 : Fondation de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats (FCOSI), à Bagdad, lors d'une conférence qui réunit également des travailleurs

Bagdad. Des chômeurs manifestent pour réclamer du travail.



de Kirkuk, Nassiriyah, Ramadi, Hilla, Kut et Samaw.

Les travailleurs de l'industrie du cuir à Bagdad font grève contre les augmentations d'horaires.

Janvier 2004 : Le mouvement des travailleurs du cuir se durcit. Comme ceux du coton, ils vident leur directeur. Deux des meneurs de la grève sont blessés par balle dans un affrontement armé avec la milice patronale.

A Bassorah, les ouvriers de la Compagnie pétrolière du sud obtiennent une augmentation de salaire, après avoir menacé leur ministère de passer à la lutte armée.

A al-Siwahah, un groupe islamiste tire sur une manifestation de chômeurs et tue quatre personnes.

Le gouvernement décide que seule la Fédération des syndicats irakiens (IFTU), liée au Parti communiste (proaméricain) sera reconnue. La FCOSI proteste auprès de l'Organisation internationale du travail.

Février 2004 : Mouvements contre les nouvelles grilles de salaire et contre la hausse des prix, dans les secteurs du pétrole, du cuir, du coton, du tapis, de la boulangerie publique, de l'ameublement, de la santé et des cigarettes.

A la banque al-Rachid de Bagdad, les employées refusent le licenciement de plusieurs d'entre elles accusées injustement de vol.

Mars 2004 : A Bassorah, les ouvriers de la centrale électrique entrent en grève. Ils affrontent la milice patronale avec des cocktails Molotov, avant de s'en prendre au siège de la direction et au directeur lui-même. Ils obtiennent une hausse des salaires.

La Fédération des conseils ouvriers et syndicats publie, en commun avec le Syndicat des chômeurs qui vient de la rejoindre, un programme social radical et sans concession.

Avril 2004 : A Nassiriyah, les ouvriers de l'aluminium empêchent la milice islamiste d'al-Sadr' de transformer leur usine en camp retranché.

Les universitaires de Bagdad protestent contre la nouvelle grille de salaire et la non-reconnaissance de leurs travaux scientifiques.

Mai 2004 : Nabil Nadim, webmaster du syndicat des chômeurs, meurt dans un accident de voiture provoqué par des tirs américains.

Juin 2004 : La Fédération des syndicats de Miqdayia rejoint la FCOSI.

Juillet 2004 : A Kirkuk, le Syndicat des chômeurs prend la défense des vendeurs de rue, menacés par la municipalité de perdre leur unique ressource.

A Kirkuk également, le syndicat des chômeurs met également en place une aide médicale gratuite et lutte pour défendre les personnes handicapées.

Le Syndicat des chômeurs ouvre de nouveaux locaux à Bassorah.

Août 2004 : La FCOSI participe, aux côtés d'organisations de gauche et d'associations, à la conférence pour la renaissance d'une société civile en Irak.

Octobre 2004 : A Bassorah, la FCOSI refuse la création d'un comité de négociation avec la direction et obtient que les documents soient discutés en assemblée générale par les travailleurs.

Novembre 2004 : La FCOSI prend la défense de cinq ouvriers du pétrole à al-Youssoufia, arrêtés pour participation à la lutte armée.

A Bagdad, les travailleurs de l'usine de boissons fraîches se mettent en grève pour de meilleurs salaires et conditions de travail, à l'appel de la FCOSI.

A Bassorah, 200 délégués de syndicats et de conseils ouvriers se réunissent. Ils exigent le départ des troupes d'occupation, des lois sociales et refusent la division ethnique et religieuse.

Décembre 2004 : A Sharaban, près de Bagdad, le gouverneur tente d'interdire la FCOSI et de faire reconnaître le syndicat officiel (« Fédération irakienne des syndicats »).

Abdulhakim Rahim et Basim Kazim, syndicalistes dans le secteur du coton, sont mutés après avoir exigé des explications sur des détournement de fonds. Il leur est reproché d'appartenir à un syndicat non-reconnu, la FCOSI.

Solidarité internationale

Un réseau syndical pour l'Irak

Depuis mars 2003, l'Irak est occupé par les forces coalisées menées par les USA. Après la guerre contre l'Iran, les deux guerres du Golfe, les douze années d'embargo, la classe ouvrière irakienne vit dans la plus grande misère. 70 % de la population est au chômage. Les femmes sont les plus touchées, car le régime de Saddam Hussein les a progressivement écartées des emplois dans l'administration, pour satisfaire les revendications des autorités religieuses. Celles et ceux qui ont encore un métier travaillent dans des conditions désastreuses pour la sécurité et la santé, en raison de la vétusté des installations industrielles.

Loin d'avoir amélioré la condition des travailleurs et des travailleuses, les forces d'occupation et le gouvernement qu'elles ont mis en place répriment les mouvements sociaux, prétendent interdire les grèves et restreindre la liberté syndicale.

Militantes du Syndicat des chômeurs, dans leur local.



Logo de « Les conseils ouvriers », journal de la FCOSI, inspiré d'une affiche française de Mai 68 !

A Nassiriyah, les ouvriers de la centrale électrique se mettent en grève pour de meilleures conditions de travail, et pour obtenir l'amélioration des performances de la centrale, cause de nombreuses coupures pour les habitants de la ville.

A Kut, des hommes masqués tirent sur les ouvriers du textile qui manifestent pour une augmentation des primes de risque, faisant quatre blessés. Le gouverneur tente également d'interdire la FCOSI.

Janvier 2005 : A la Compagnie des manufactures pétrochimiques et plastiques, les salariés refusent d'être représentés par l'officielle Fédération irakienne des syndicats, qui leur impose de payer des indemnités à l'entreprise après une grève, et élisent leur conseil ouvrier.

Malgré cela, les grèves se succèdent pour obtenir l'amélioration des salaires et des conditions de travail, pour l'égalité entre hommes et femmes, pour rappeler au monde que la classe ouvrière d'Irak est toujours, malgré les difficultés, la seule force capable d'amener le progrès social face à l'occupation, au capitalisme et à l'exploitation.

En lien avec la *Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak* (FCOSI), qui regroupe plus de 350 000 travailleurs et travailleuses du nord au sud de l'Irak, en dehors de toute considération ethnique ou religieuse, indépendamment de l'Etat et des armées occupantes, le *Réseau syndical pour l'Irak* organise la solidarité active entre syndicalistes d'Europe francophone (France, Suisse, Belgique) et d'Irak.

Le *Réseau syndical pour l'Irak* défend les syndicalistes en Irak qui luttent pour la reconnaissance de la liberté syndicale ; la reconnaissance du droit de grève ; la pleine égalité entre hommes et femmes ; l'amélioration des conditions de vie et de travail ; le retrait de toutes les troupes d'occupation.

Le *Réseau syndical pour l'Irak* organise la solidarité concrète avec les travailleurs et travailleuses en Irak, en collectant et en assurant l'envoi de dons pour permettre aux organisations syndicales de se développer le plus largement possible, de disposer de locaux, de moyens de communication, de transport et de défense.

Peuvent y adhérer des syndicats, fédérations ou unions syndicales, ou des syndicalistes à titre individuel.

Pour participer à cette initiative, contacter : syndicats@solidariteirak.org ou Solidarité Irak, 2 rue Colpin 59000 Lille.

Contact : 06 82 18 08 55



Falah Alwan, secrétaire général de FCOSI



Nassiriyah. Manifestation du syndicat des chômeurs.

Solidarité internationale **La FCOSI fait appel aux syndicats du monde entier**

La FCOSI cherche à se renforcer à travers l'Irak, en initiant des syndicats et des conseils ouvriers d'un nouveau genre, créés par les travailleurs et les travailleuses eux-mêmes, réunis en assemblées générales pour exprimer leurs revendications. Si elle est considérée comme illégale par le régime, elle bénéficie d'une large reconnaissance dans la classe ouvrière.

En novembre 2004, elle a réuni 350 délégués de toutes les branches de l'industrie et des services à Bassorah, pour une conférence qui a été un grand succès. Présente à Bagdad, Bassorah, Kirkuk, Nassiriyah et Kut, elle édite un journal « al-Majalis al-Umaliya » (Les conseils ouvriers), qui circule largement dans le monde du travail.

Malgré cela, elle ne dispose ni d'un central téléphonique, ni d'ordinateurs - et encore moins de connexion Internet - ni même de photocopieuses ou de matériel d'impression autonome. Cela limite grandement sa capacité d'action. Sa situation financière est très difficile, car ses adhérents ne disposent pas toujours du minimum vital pour vivre.

C'est pourquoi elle compte largement sur la solidarité internationale pour se développer et être toujours plus présente dans les luttes. Des syndicats américains et japonais, notamment, conscients de la nécessaire solidarité de classe et opposés à l'envoi de troupes de leur pays en Irak, ont déjà répondu à cet appel.

Nous avons demandé à la FCOSI d'exprimer ses besoins de manière chiffrée, afin de pouvoir mettre en

place une véritable campagne de soutien matériel et logistique.

1. Ouvrir un central téléphonique (650 € / mois).
2. Publier « al-Majalis al-Umaliya » mensuellement à 10 000 exemplaires (650 € / mois).

3. Equiper le local de Bagdad et celui des autres villes en ordinateurs, soit douze machines (900 € par machine, soit 11800 € au total).

4. Acheter une photocopieuse pour le local de Bagdad (3800 €).

5. Acheter des voitures pour faciliter les déplacements, en raison des risques posés par chaque déplacement (notamment pour les responsables syndicaux, fréquemment menacés de mort). Deux voitures seraient nécessaires à Bagdad, et une à Nassiriyah, Bassorah et Kirkuk (3800 € par voiture, soit 19000 € au total).

6. Disposer de téléphones portables pour les principaux responsables, soit 30 portables (230 € chacun, soit 6900 €).

7. Mettre en place un centre de médias, avec magnétophones professionnels (230 €) et appareils photos numériques (600 €).

En outre, la FCOSI prépare l'organisation d'une conférence à Bagdad, qui réunira, comme celle du 26 novembre à Bassorah, plusieurs centaines de délégués venu de tout l'Irak. Son organisation nécessite 3800 €.

Le programme de la FCOSI

1-Expulsion immédiate des troupes d'occupation américaines et britanniques.

2-Reconnaissance de la FCOSI et du syndicat des chômeurs comme de véritables syndicats représentatifs des travailleurs et travailleuses d'Irak

3-Mise en place d'une loi de modernisation sociale, rédigée par les représentants élus par les travailleurs et es travailleuses.

4-Liberté inconditionnelle d'organisation, de grève et reconnaissance de droits civiques réels et garantis.

5-Pleine égalité des hommes et des femmes devant la loi, dans tous les droits civils et individuels.

6-Séparation de la religion, de l'état et de l'éducation.